

Article 31 du Règlement

d'été destinés aux étudiants. Oui, on effectue des coupes, mais pas dans ces domaines, car on empêche alors le pays de produire davantage pour pouvoir ensuite réduire vraiment le déficit. Le Canada pourra réduire le déficit dans la mesure où il deviendra un pays où il y aura peu de chômage et où la productivité sera élevée.

Voilà ma réponse à la question.

En posant l'autre question, le député a mentionné les années 1981-1982. Bien sûr, ces années ont été marquées par une forte récession et un taux de chômage élevé, mais le gouvernement libéral de l'époque a augmenté les dépenses consacrées aux emplois d'été, il a intensifié ses programmes de formation de même que les programmes à l'intention des étudiants, il a gardé les gens à l'université. On n'a qu'à consulter les faits.

Nous avons augmenté le budget des programmes. Je le sais, car je faisais partie du gouvernement et j'étais au Parlement. Nous avons dépensé plus parce que nous jugions qu'il était important de raviver l'économie et de redonner du travail à la population.

Que fait le gouvernement actuel? Il effectue des réductions. En 1990, il a réduit les dépenses de 35 p. 100 et ne les augmente que de 2,5 p. 100 cette année, une minable augmentation.

Je réponds donc au député en ne citant ni des libéraux ni des néo-démocrates. Je lui cite le communiqué de presse du 4 février dernier dans lequel le président de la Fédération canadienne des étudiants a déclaré, après l'annonce concernant le programme Défi, que le bilan de ce gouvernement à l'égard des programmes d'emploi pour les étudiants était épouvantable. Cela venait de la Fédération canadienne des étudiants, et pas du Parti libéral.

Des voix: Bravo!

M. John E. Cole (York—Simcoe): Monsieur le Président, en parlant de cette motion, je voudrais garantir à mon collègue que le gouvernement appuie les jeunes et est résolu à les aider à trouver de l'emploi. En fait, nous voulons tous que les jeunes Canadiens aient toutes possibilités de participer à l'économie de la nation. Nous ne voulons pas qu'ils soient de simples spectateurs. Nous voulons que tous les Canadiens et les jeunes en particulier contribuent à l'économie. C'est pour cela que le gouvernement a investi des millions de dollars chaque année pour des services et des programmes destinés aux jeunes. Même en cette période de compressions budgétaires, nous reconnaissons que ces programmes doivent continuer d'exister.

Je voudrais faire remarquer à mon collègue que la motion qu'il a présentée à la Chambre fait fi de la réalité de la situation. Elle ne fait que confirmer que mon collègue fait preuve d'une insensibilité déroutante à l'égard des véritables questions concernant l'emploi chez les jeunes. Il ne s'agit pas simplement de mettre sur pied des projets de création d'emplois ici et là, de créer quelques emplois artificiels. Non, la clé est la même que celle de la création d'emplois pour les Canadiens en général. Cette clé c'est le développement de l'enseignement et de la formation de sorte que nous puissions nous attaquer aux défis de l'économie mondiale.

Nous devons reconnaître que notre santé économique, en tant que nation, c'est-à-dire notre capacité à soutenir la concurrence, dépend de la façon dont nous préparons nos jeunes à prendre leur place dans la population active de demain. Nous ne pouvons nous permettre de négliger les jeunes Canadiens et, de fait, nous ne les négligeons pas.

Depuis que notre gouvernement est au pouvoir, nous avons fait des progrès considérables dans le domaine de l'aide aux jeunes. Nous avons dépensé des millions de dollars à des initiatives spécifiquement dirigées vers les jeunes, notamment dans ma région du sud de l'Ontario et la région métropolitaine de Toronto, où il y a beaucoup de demandes pour des ressources très limitées.

Nous relevons ce défi et nous continuerons à le relever. Des milliers de jeunes Canadiens utilisent nos programmes pour acquérir des compétences, de la formation et des emplois. Cela comprend tous les membres de la société. Actuellement, des centaines d'étudiants entrent sur le marché des emplois d'été dans ma région et je peux dire au député que nous savons tous que c'est un des étés les plus difficiles que l'on ait jamais eu pour trouver un travail.

M. le Président: Comme il est 14 heures, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA PÊCHE AUX PALOURDES

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, des centaines de personnes qui vivent de la pêche saisonnière aux palourdes dans ma circonscription sont incapables de gagner leur vie parce qu'il n'y a pas de marché pour leur produit.